N° 532 — CINQ CENTIMES — Lundi 12 Mai 1890

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
ROUBAIX, rue de Well-Ahrweiler, N° 25
TOURCOING, rue Turle, 39

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
3 mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
NORD et départements limitrophes
3 mois, 6 fr. — Un an, 24 fr.

L'abonnement continue sauf avis contraire.

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain quotidien

PRIX DES ANNONCES :
ANNONCES ..... 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES ..... 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS ..... 0 fr. 75 —
LOCALITÉS ..... 1 fr. 00 —

Les annonces sont reçues à ROUBAIX-TOURCOING aux bureaux du journal, 4 Place de la Mairie, à PARIS, 14, avenue Laubert, Passage Jouffroy, 30, R. de la Bourse, à BRUXELLES et à BELGIQUE et à la SOCIÉTÉ ANNONCES, 14, Boulevard Anspach et 2, rue des Paroissiens.

TÉLÉPHONE

LA GRÈVE

De tous les moyens dont peuvent disposer les travailleurs pour défendre leurs intérêts collectifs, la grève est assurément le procédé le plus brutal, le plus irraisonné, le plus redoutable autant pour les conséquences qu'il entraîne que pour les misères qu'il accumule.

Au point de vue spécial des revendications ouvrières, la grève a ce défaut capital, — et qui aurait dû la faire repousser depuis longtemps comme une arme impuissante par les classes laborieuses, — de s'appuyer sur une base fausse et absolument contraire théoriquement et pratiquement aux intérêts ouvriers.

Qu'est-ce que la grève?

C'est une des formes de la lutte entre le capital et le travail, elle consiste en une rupture violente entre ces deux éléments de la production, le travail refusant de prêter plus longtemps son concours au capital à des conditions qu'il juge insuffisamment rémunératrices.

Il est évident que la victoire définitive restera à celui de ces deux éléments qui pourra se passer du concours de l'autre pendant une période qui n'est limitée que par la force de résistance, les ressources et l'opiniâtreté des parties en cause.

Le capital n'étant, en réalité, que du travail accumulé; accumulé souvent par d'autres que ceux qui en bénéficient, c'est certain, et accumulé souvent aussi au détriment de ceux qui ont contribué à le former, il constitue une réserve colossale contre laquelle le travail quotidien qui n'a ni épargne, ni crédit doit infailliblement se briser.

La grève en général ne peut donc avoir que deux résultats :

Ou le capital assez fort pour résister au travail manuel repousse ses revendications et alors au bout de quelques jours, de quelques semaines, de quelques mois même si l'on veut, l'ouvrier est obligé de céder, il rentre à l'usine ou à la fabrique et sa vie quotidienne déjà si difficile, se trouve surchargée de toutes les dettes contractées pendant le chômage, son existence est rendue encore plus dure que par le passé; il souffre dans les siens privés du nécessaire, dans son orgueil légitime, dans ses besoins personnels qui ne sont plus satisfaits par un salaire représentant à peine en temps normal ce qui est indispensable au renouvellement de ses dépenses vitales;

C'est ce qui se produit le plus fréquemment.

Ou, seconde hypothèse, l'ouvrier triomphe, quelques personnalités, sans importance dans ce grave conflit, sont sacrifiées et ruinées, mais le capital n'est nullement atteint, il en est quitte pour se déplacer et se rejeter sur d'autres spéculations.

Dans ce cas, les industries compromises sont détruites, les ouvriers sont porté un coup fatal à l'outil qui les faisait vivre et comme les déplacements pour eux sont beaucoup plus difficiles que pour le capital, qui se mobilise à peu près comme il le veut, des populations entières sont vouées à la misère et à l'impuissance.

Qu'une grève se prolonge à Roubaix, à Armentières ou à Lille pendant trois ou quatre mois, les grosses fortunes qui se sont faites depuis un demi-siècle dans ces villes seront tout au plus touchées dans leurs revenus, elles ne seront point anéanties, en revanche, tout le petit commerce qui se rapproche de la classe ouvrière par ses sympathies et par ses origines sera ruiné, l'industrie de ces laborieuses cités sera à jamais détruite et expulsée des marchés où elle lutte contre la concurrence étrangère, que feront alors les deux cent mille ouvriers qui peuplent cette région?

Sa transporteront-ils en Angleterre ou en Belgique pour chercher du travail? Mais nous sommes déjà envahis par les Belges et trois cent mille émigrants quittent chaque année l'Angleterre pour l'Amérique ou l'Australie.

Quel bénéfice les travailleurs industriels peuvent-ils donc retirer de la grève? On le chercherait en vain. Qu'elle se traduise par une victoire du patron ou de l'ouvrier elle est également néfaste à ce dernier.

Elle peut l'être et elle l'est même aussi quelquefois au patron, mais le mal qui lui est fait ne compense nullement les souffrances infligées à la grande famille ouvrière. Les maux d'autrui ne peuvent jamais consoler de ceux qu'on endure.

La grève est donc une arme détestable qui atteint rarement celui contre lequel elle est dressée, mais qui blesse sûrement celui qui l'emploie.

Comment s'expliquer que les ouvriers qui sentent tout au moins confusément cela, y aient recours? La raison en est bien simple, c'est que c'est l'arme la plus facile à manier, celle qui demandele moins d'éducation, de préparation, de patience et qui est la plus immédiatement à la portée de leur main.

Ne plus travailler parce que les conditions du travail sont mauvaises, voilà qui se comprend aisément et n'exige ni grands efforts de prévoyance, ni pénibles réflexions; malheureusement, quand les conséquences de ces mouvements spontanés et au fond si naturels et si excusables se font sentir, il est trop tard pour y remédier, le mal est fait et la cause du progrès compte souvent une défaite de plus.

Ce que les ouvriers devraient bien se persuader, c'est que le succès ne peut-être le résultat que d'un long et patient effort, une société ne se transforme pas radicalement du jour au lendemain dans ses conditions d'existence, dans un organisme dont le fonctionnement séculaire aussi vieux que l'humanité a déjà triomphé de bien des épreuves.

Il faut croire à la révolution sociale, car il faut croire à la justice et à la vérité, le règne de l'équité est un but vers lequel l'homme marche péniblement depuis qu'il est sur la terre, mais ce serait chimère et folie que de croire qu'on l'atteindra d'un seul bond quand la route est encore si ténébreuse, si dangereuse qu'on ne peut s'y engager qu'avec la plus extrême prudence afin de ne compromettre aucune des conquêtes que nous faisons lentement sur l'ignorance et l'égoïsme.

Il faut que chaque étape soit explorée, conquise pas à pas, les moyens ne manquent pas aux travailleurs pour guider leur marche, les syndicats, les associations leur offrent des garanties certaines d'une réalisation moins hâtive peut être que les manifestations auxquelles on les convie mais combien plus sûres, moins aléatoires et plus durables.

Ce qu'ils doivent organiser, c'est la révolution permanente et progressive, mais la grève ce n'est pas une révolution, ce n'est qu'une convulsion et une convulsion qui précède trop souvent la mort.

Th. BERGÈS.

LE TONKIN
Et la Mère-Patrie

Un livre de M. Jules Ferry

Hier a paru un livre de M. Jules Ferry, intitulé : *Le Tonkin et la Mère-Patrie.*

Après avoir montré le mouvement irrésistible qui emporte les grandes nations européennes à la conquête des terres nouvelles, l'auteur répond à une objection qui est très commune:

« Ces grandes entreprises ne sont permises qu'aux peuples forts. La France porte au flanc une plaie toujours ouverte; c'est là qu'est le péril, la faiblesse et le devoir. Les luttes de l'Allemagne et de l'Angleterre pour la conquête des mondes inconnus ne sont présentes et nécessaires aux revendications de l'avenir est une politique de duperie et d'imprévoyance. Elle conviendrait à un peuple impotent, pressé de jouer la partie suprême, et non à la France politique et réfléchie, qui n'a pas cessé de croire à la justice immanente des choses, mais qui peut et qui doit attendre que l'heure sonne au cadran de la destinée. Cette heure, nul ne la connaît, nul n'osérait la déterminer. On sait seulement que la France ne la précipitera pas volontairement. Et cependant, au dehors, le monde marche, les intérêts se déplacent, les positions changent, de nouveaux groupements de forces se préparent, se consolident.

Au nom d'un chauvinisme exalté, mais à courtes vues, devions-nous acculer la politique française dans une impasse, et, les yeux fixés sur la ligne bleue des Vosges, laisser tout se faire, tout s'engager, tout se résoudre, sans nous, autour de nous? La politique des mains nettes, c'était de toute évidence l'italie à Tunis nous prenant à revers; l'Allemagne en Cochinchine; l'Angleterre au Tonkin, toutes deux à Madagascar, comme en Nouvelle-Guinée, en un mot, la banqueroute de nos droits et de nos espérances, un nouveau traité de 1763, sans l'excuse de Rosbach et de la Pompadour. Comment ceux qui ont épuré la République et à la France cette humiliation suprême auraient-ils démérité de la République et de la Patrie?

Je défends l'œuvre, non les hommes.

Les hommes peuvent attendre, mais l'œuvre presse.

Quelque jour on écrira l'histoire militaire du Tonkin, comme a été écrite, de main de maître, son histoire diplomatique en un beau livre, lumineux et grave, auteur duquel la presse hostile, grande et publique, s'est donné pour consigne de faire silence (1).

Cet historien, que j'attends avec confiance, fera la part des responsabilités; sévère ou bienveillant, il ne me rendra, j'espère, responsable que de ce que j'ai fait. Entre le mois de février 1883 et le 6 avril 1885, depuis la présentation des premiers crédits jusqu'à la paix signée par M. Billot, je suis responsable. A la paix avec la Chine, mon action comme mon responsabilité finissent. Je demande à cet historien impartial, à ce juge inconnu, qui me lit peut-être à cette heure, de relever avec soin toutes mes fautes, mais de ne pas porter à mon compte celles que d'autres ont commises.

Il s'en prendra, j'espère, à d'autres qu'à moi de cette expédition après coup, qui fut conduite par le général de Courcy. La paix étant faite, signée, et du côté de la Chine comme du nôtre, loyalement exécutée, on mettait 30,000 hommes, et 1,800 marins dans les mains d'un homme de guerre qui n'était point, hélas! un diplomate, et qui, ne trouvant plus de Chinois à combattre, imagina cette marche sur Hué, si désastreuse pour nos armes, car elle devait mettre tout l'Annam en feu, et infliger aux soldats de la France un an de guerre et d'épreuves en plus.

Je n'en suis plus, du reste, dans cette affaire, à un jugement inique de plus ou de moins.

Quand un homme politique laisse après lui quelques œuvres durables, il doit savoir passer sa popularité par profits et pertes.

Malgré les hésitations, les incohérences, les changements incessants de personnes, de systèmes, les ministères, malgré la malveillance des uns, l'incapacité des autres, le peu de durée de meilleurs et des plus sages, le Tonkin se consolide et vit, ce qui prouve qu'il a la vie dure.

Un pays qui a vu s'accroître, à travers toutes les épreuves, les chiffres de son commerce extérieur 1° de 1881 à 1886, — de 4,485,490,552 francs pour 1881 à 44,490,552 francs pour 1886, — un pays qui exportait en 1880 pour 4,440,211 francs (je laisse à dessein de côté les années de guerre) et qui a exporté en 1888 pour 9,379,744 francs en 1889 pour 18,370,485 francs, doublant ainsi d'une année à l'autre le montant de ses exportations, — peut envisager l'avenir avec une robuste confiance.

Depuis qu'elle l'a conquis, la mère-patrie ne l'a pas gâté.

C'est grâce à la tenacité de ses colons, si peu encouragés, si mal soutenus, et parfois de Paris même entravés, grâce à l'intelligente énergie de trois ou quatre résidents civils, à l'ouverture d'esprit d'un certain nombre de chefs militaires, qui ne sont pas seulement des hommes de guerre, et qui savent être aussi des administrateurs et des colonisateurs, c'est grâce à une certaine fin des choses, au tempérament essentiellement gouvernable d'un peuple pacifique et laborieux, que l'orient s'est peu près rétabli, que le problème de la pacification a été résolu, et que la colonisation en est à ce point où on croit n'avoir plus qu'à laisser prendre tout son essor.

Ce coup d'épaule, ce n'est pas même à la métropole qu'on le demande.

L'administration métropolitaine, en quelques mains qu'elle se trouve, a le tort de trop agir, de trop vouloir, de trop administrer. C'est une véritable infortune, pour une colonie naissante, d'être au bout du télégraphe d'un ministre des colonies. Il faudrait lui laisser beaucoup de liberté, beaucoup d'initiative, parce qu'elle a beaucoup d'expérience, parce qu'elle a une quantité de choses qui n'ont pas été révélées aux bureaux de la rue Royale.

Le protectorat demande une seule chose à la mère patrie; c'est le droit d'emprunter, sans garantie de la métropole, et sur ses propres ressources. On parle de 500 millions; 50 suffiraient pour exécuter les voies de communications nécessaires, construire les casernes et les hôpitaux, ouvrir à cette population trop dense, chez qui la piraterie n'est qu'une forme de la lutte pour la vie, et qui échange volontiers le fusil du bandit contre la pioche du travailleur, des chantiers de travaux utiles : les travaux publics, voilà la pacification, la véritable et définitive occupation.

On y viendra, comme on revient toujours, après avoir beaucoup piétiné, beaucoup tâtonné, beaucoup patauqé, au bon sens et à la raison.

C'est pourquoi je crois, j'attends et j'espère.

Et je revendique fièrement le titre de Tonkinois, dont les méchants et les sots croient me faire outrage.

Avril 1890.

(1) *L'Empire du Tonkin*, chez Hetzel, par un Diplomate.

NOS DÉPÊCHES

Service spécial télégraphique et téléphonique de l'Avenir de Roubaix-Tourcoing.

Conseil des Ministres

Paris 10 mai. — Le conseil des ministres s'est réuni, ce matin, à l'Elysée, sous la présidence de M. Carnot.

Le ministre de la marine a fait savoir qu'il avait reçu du commandant Fournier une dépêche confirmant la restitution, par le roi du Dahomey, des prisonniers français qu'il détenait depuis le commencement des hostilités.

Le Dahomey aurait été battu : quelques jours après, nos troupes surprises contournaient nos colonnes. Dès lors elles ont vaillamment sauvé pied.

200 hommes, sous l'appui du Shaud, ont massacré sept mille assaillants. (Applaudissements répétés sur tous les bancs de la chambre.)

Fallait-il alors poursuivre l'offensive et poursuivre l'ennemi?

Il a paru que le mieux était d'établir le blocus et le commandant Fournier a pris le commandement de l'opération.

Le lieutenant-colonel Terrillon, avec 350 hommes a de nouveau battu les Dahoméens qui se sont retirés dans les terres.

Ceux de nos nationaux qui avaient été faits pri-

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Nos informateurs parlementaires nous télégraphient :

AVANT LA SÉANCE

La commission du travail

M. Ricard, président de la commission du travail, a reçu aujourd'hui la demande des délégués ouvriers de la manifestation du 1er mai à l'effet d'être entendus pour exposer leurs revendications. M. Ricard a convoqué ces délégués pour lundi à une heure.

LA SÉANCE

La séance est ouverte à deux heures, sous la présidence de M. Floquet.

L'élection de M. Lagnes dans la deuxième circonscription de Toulouse est validée.

LE DAHOMEY

Interpellation de M. Boissy d'Anglas

M. Boissy d'Anglas interpelle le gouvernement sur les événements du Dahomey.

Devons-nous, dit l'orateur, demeurer au Dahomey ou bien convient-il d'évacuer ce pays où nous possédons en toute propriété la ville de Kotonou?

S'il y a lieu des parlantes de l'évacuation, il faut qu'on le sache.

Si la France se décide à rester au Dahomey, il convient que le gouvernement indique dans quelles conditions elle y restera, car le *statu quo* actuel présente de grands inconvénients. (Très bien, très bien.)

La France préférera toute espèce de solution au système des petits paquets.

Une troisième éventualité est possible; c'est celle d'une expédition.

Si le *statu quo* ne donne pas de solution, il faudra bien en arriver là.

Le ministre persiste dire ce que cette expédition coûterait en hommes et en argent.

La Chambre, après avoir entendu les explications du gouvernement, prendra le parti que la situation comporte.

A propos du Dahomey, on a parlé du Tonkin; la comparaison est monstrueuse; le Dahomey a deux cent mille habitants et il n'a personne derrière lui. (Très bien.)

Réponse du sous-secrétaire d'Etat

M. Etienne, sous-secrétaire d'Etat aux colonies, — *En mars dernier, répondant à M. Boissy d'Anglas, M. Delonclé, j'ai déjà exposé quels étaient les droits de la France au Dahomey.*

Les traités de 1851, 1868 et 1878 ont donné à la France la propriété de la ville de Kotonou et le protectorat du royaume de Porto-Novo.

Le roi de Dahomey nous somme aujourd'hui de renoncer à nos droits; l'administration des colonies n'a rien répondu à ces sommations.

Le roi de Dahomey a alors entrepris une expédition contre le roi de Porto-Novo.

L'amiral français, qui était dans les parages a débarqué quelques hommes, cette démonstration a suffi pour faire fuir les Dahoméens qui sont partis en emmenant un millier de captifs qui ont été égorgés. (Sensation).

Le roi de Dahomey a ensuite sommé la France de quitter le pays; le gouvernement français a alors envoyé, au roi de Dahomey, M. Bayol. Sa mission n'a pas eu de résultats et les Dahoméens ont emmené leurs troupes; qui devaient faire le gouvernement?

Pouvait-il exposer nos nationaux et les étrangers à un massacre, fallait-il évacuer le Sénégal.

Le Dahomey a été battu : quelques jours après, nos troupes surprises contournaient nos colonnes. Dès lors elles ont vaillamment sauvé pied.

200 hommes, sous l'appui du Shaud, ont massacré sept mille assaillants. (Applaudissements répétés sur tous les bancs de la chambre.)

Fallait-il alors poursuivre l'offensive et poursuivre l'ennemi?

Il a paru que le mieux était d'établir le blocus et le commandant Fournier a pris le commandement de l'opération.

Le lieutenant-colonel Terrillon, avec 350 hommes a de nouveau battu les Dahoméens qui se sont retirés dans les terres.

Ceux de nos nationaux qui avaient été faits pri-

Feuilleton de l'*Avenir de Roubaix-Tourcoing* 17

MÈRE

A côté de ceux-là, deux femmes qui ne valent pas mieux : la baronne Suippe, dont la notoriété date des marchés de la guerre et qui a fait tous les métiers, une vieille à dentelles noires; et la comtesse de Mindel, une jeune celle-là, jolie, Prussienne, Autrichienne, Italienne, à moins qu'elle ne soit Hollandaise, en réalité une espionne au profit de qui veut l'employer, ce qui n'empêche pas qu'elle ait ses grandes entrées dans plusieurs ministères, où elle fait commerce de décorations, de nominations, de fournitures et de tout ce qu'on lui demander.

Dantin s'interrompit :

— Dois-je passer ces détails?

— Au contraire; voyez comment je les écoute.

C'était avec une telle anxiété que de temps en temps il tirait son mouchoir pour s'essuyer le front et les poignets ruisselants de sueur.

Dantin reprit :

— Tout d'abord je n'osai parler de ces coquins qu'avec une certaine réserve. Mais M. Victorien m'écouta de telle sorte, que je crus pouvoir lui dire tout ce que je savais sur eux. Ce tout ne lui suffit pas. Il voulut davantage et me demanda d'entreprendre sur chacun d'eux des recherches spéciales poussées aussi loin que je pourrais. Je le fis d'autant plus volontiers que j'étais convaincu, comme je le suis encore d'ailleurs, que ces gens-là et quelques autres de son entourage ne cherchaient pas seulement à l'exploiter pour l'argent qu'ils gagnaient avec lui, mais encore pour son nom, dont ils espéraient se couvrir le jour où le parquet voudrait mettre le nez dans leurs affaires. Quand la justice trouve devant elle des Vassiette, des Mélicieux, des baronns Suippe, elle va droit son chemin au contraire, quand elle rencontre un nom justement honoré, elle n'agit qu'avec certains ménagements, qui donnent trop souvent aux avisés le moyen ou le temps de se mettre à l'abri. Je me livrai à mes recherches, qui furent assez longues, car on ne lit pas vite dans la bibliographie de ces gaillards-là : mais à la fin j'eus la satisfaction de réunir un ensemble de documents appuyés de preuves, qui, me semblait-il, allaient les faire jeter à la porte. Vous allez voir comme j'étais naïf. « Je vous remercie, me dit M. Victorien; tout ce que vous m'apprenez là est fort instructif et me permet de composer des dossiers, qui me donneront barre sur eux, le jour où ils me seront inutiles pour moi, ou dangereux. » J'avoue qu'en voyant que toutes mes recherches n'avaient d'autres but que de composer des dossiers, les bras me tombèrent du corps, mais j'eus au moins l'intelligence de comprendre que je serais un imbécile si j'ajoutais un seul mot. Voilà, monsieur ma réponse à votre question : « Comment l'avez-vous connu? » Maintenant il me reste à expliquer, si vous l'exiger, comment j'ai laissé échapper devant M. Armihaud le mot maladroit qui vous a frappé.

— Je n'exige pas, je prie.

— Je n'ai qu'à obéir. L'arrangement des affaires de vin et de fioelle, mais surtout tous les renseignements recueillis sur l'entourage m'obligeant à voir M. Victorien presque tous les jours, nous causions; il me racontait ce qu'il lui plaisait de dire; et plus souvent il m'interrogeait sur mon temps passé à la brigade des jeux, et sur les voleries des grecs que j'ai vus de près.

Ces récits l'intéressaient beaucoup, et plus d'une fois, des gens qui venaient pour des affaires importantes ont dû attendre que j'aie fini mes histoires. On ne connaît bien que ce qu'on pratique soi même, et quoique je n'aie jamais joué pour de vrai, j'ai étudié le maniement des cartes, et je suis arrivé à filer la carte aussi adroitement, je peux le dire, que le plus fort des grecs aux doigts légers.

Comme le visage de M. Combarrieu avait trahi un certain étonnement Dantin s'arrêta :

— Je pense que vous savez ce que c'est que filer la carte?

— Mon Dieu non.

— C'est choisir dans un paquet de cartes, sans que personne s'en aperçoive, celles qui doivent vous faire gagner : au moyen du flage on tourne le roi, à l'écarté, et au baccara, quand on tient les cartes, on donne des bêches aux deux tableaux, et à soi-même le pique et le neuf. Un jour, M. Victorien me demanda de lui apprendre à filer la carte : « On m'a tant et si souvent volé, me dit-il, que je voudrais bien savoir comment on opère, afin de ne plus me laisser duper. » J'accepte cette raison, il était vrai qu'on l'avait terriblement volé; et d'autre part il m'adressait cette demande avant sa réponse à propos des dossiers. Nous voilà donc enfarmés dans son cabinet, avec défense expresse qu'on nous dérangeât sous aucun prétexte, et travaillant nos cartes, non seulement le flage, mais encore les portées et toutes les combinaisons de tricheries pratiquées par les grecs. Je m'étais imaginé qu'il s'agirait d'une simple démonstration, mais quand je vis qu'il travaillait lui-même en homme qui veut acquérir de l'habileté, je commençai à trouver cela drôle. Qu'il voulût savoir, c'était tout naturel; mais opérer soi-même, employer tous les matins un certain temps à perfectionner son doigté, c'était un peu comme un pianiste, à quoi bon? Je trouvai des prétextes pour interrompre mes leçons, et peu après, mon enquête ayant excité contre moi l'hostilité de ceux que j'avais dénoncés, je cessai avec M. Victorien des relations qui étaient devenues difficiles.

Je ne pensais plus à cela, lorsque quelques mois plus tard une rumeur courut le monde des cercles : M. Victorien Combarrieu, en douze parties d'écarté, avait gagné à un Espagnol, le José Rivadeyara, deux cent mille francs; sur ces douze parties, dix avaient été pour lui, deux seulement pour l'Espagnol.

Je n'affirme pas qu'une pareille veine ne puisse pas se rencontrer; mais, pour nous autres, elle est trop belle, et l'on se dit que si ces dix parties n'ont pas été gagnées par un grec de profession, elles l'ont été par un joueur qui, après avoir été longtemps exploité, en est arrivé à se dire qu'il serait trop bête de ne pas chercher à se rattraper n'importe comment; que son tour est venu, et qu'il peut bien employer contre les autres les procédés que les autres ont employés contre lui; et je vous assure que cette morale facile a plus d'un adepte dans le monde.

Dantin avait fait une pause, puis il reprit bientôt :

— Je n'ajoute plus que quelques mots, car il faut bien que je vous apporte la preuve que, si j'ai parlé légèrement, je n'ai pas porté une accusation qui n'eût de graves conséquences pour elle. Trois mois après cette partie éclatait, au cercle de la rue Auber, un scandale auquel M. Victorien se trouvait mêlé; et bientôt un autre encore chez les Mussidan, dont on le chargeait. Vous voyez sur quoi reposent mes présomptions; si elles ne justifient pas pour moi mes imprudences, au moins elles les expliquent.

— Il suffit, interrompit M. Combarrieu; ce que j'ai vu vous de conclure, c'est à moi.

Il se leva;

— Je vous remercie.

Sans attendre davantage, Dantin s'empressa de sortir, heureux de mettre fin à cet entretien.

Resté seul, M. Combarrieu attendit : son ami allait rentrer; il devait affronter son regard; et dans son angoisse il s'imaginait que M. Armihaud avait entendu les paroles de Dantin, comme si un fil téléphonique les avait transmises à son oreille. Quelques minutes s'écoulèrent, poignantes, éternelles. Puis la porte s'ouvrit; mais ce ne fut pas son ami qui entra, ce fut un valet chargé de présenter les regrets de M. Armihaud, et forcé de quitter le cercle pour une affaire urgente »; et en écoutant ces excuses, M. Combarrieu se demandait si un regard chargé de lui aurait pas été moins cruel que cette façon de se dérober qui, dans sa discrétion et sa pitié, disait tant de choses.

Quand il traversa le vestibule il n'osa pas lever les yeux sur les valets de pieds, se disant que soupçons, pour qui le jeu n'avait pas de secrets, devaient en savoir autant que Dantin.

Il descendit l'escalier comme un homme ivre, sentantes marches de pierre s'enfoncer mouvantes sous ses pas.

Dans la rue, l'air plus vif calma un peu son trouble; l'heure était venue de retourner à la Chevrollère; mais qu'y farait-il? Comment absorber-il son heure? Au premier coup d'œil elle lirait en lui, et il ne pourrait rien dire, rien expliquer; elle le questionnerait sur Victorien avec cette passion maternelle qu'elle apportait dans tout ce qui touchait son fils; elle le presserait, et il ne pourrait pas répondre.

Il entra dans un bureau télégraphique et envoya une dépêche pour dire qu'il était retenu à Paris; puis, prenant une voiture, il se fit conduire aux Batignolles.

Lorsqu'il passa la porte de son usine, le travail était encore en pleine activité; des forges et des fonderies faillissaient des nappes rouges qui emplissaient les cours de lueurs fulgurantes, et au puissant ronflement des tours des volants, des tambours, se mêlaient les vibrations claires des enclumes alternant avec les coups sourds des marteaux pilons qui secouaient le sol, et les échappements de la vapeur.

En traversant ses bureaux, il n'adressa la parole à personne, et ceux, de ses employés qui se trouvèrent sur son passage remarquèrent le bouleversement de son visage et la lourdeur de sa démarche. Comme un éclair, le même mot courut tous les bureaux :

— Le patron revient furieux; gare l'explosion.

Cette attitude était d'autant plus frappante qu'ordinairement, lorsqu'il entrait après une absence, il avait toujours un mot affectueux ou un sourire bienveillant pour chacun, et ceux-ci, en voyant leur maître de retour, parmi les siens et tient à leur montrer son affection.

On était curieux et inquiet aussi de voir quel serait celui qui, le premier appelé, devrait affronter cette colère; mais comme ce fut le directeur, M. Peyronic, on se rassura; si entre celui-là et le patron les choses allaient mal, l'affaire passait au-dessus des bureaux, qui pouvaient se calmer.

— Quoi de neuf en mon absence? demanda M. Combarrieu.

— Rien de grave, une chose excepté : je crains qu'il n'y ait contrefaçon de nos tubes en Angleterre.

— Les chantiers de la Clyde?

— Vous savez?

— M. Armihaud vient de m'apprendre qu'on avait proposé à la « Compagnie parisienne » des chaudières offrant certains points de ressemblance avec les nôtres.

— Dites les points de ressemblance; il semble que, comme le nôtre, leur métal soit un alliage de cuivre d'aluminium, de nickel et de chrome.

— Comment vous expliquez-vous cela?

— Je ne me l'explique pas.

— Vous n'avez pas fait de recherches?

— J'ai attendu votre retour; d'ailleurs il n'y a que quelques jours que j'ai été informé, et j'ai cru que le mieux était de ne pas parler de ce cas à personne, afin de façon à ne pas entraver votre liberté d'action.

— Avez-vous des soupçons?

— Aucun, mais un profond étonnement; car je crois vraiment que nos tubes, comme toutes hypothèses examinées, je suis obligé de conclure à la trahison.

— Trahison!

— Je vous ai dit que je n'avais pas de soupçons; en tout cas, si la trahison a eu lieu, ce n'est pas ici, c'est à Quevilly.

Longuement il entra dans des détails précis pour expliquer comment et pourquoi il conclusit à cette trahison et le fixait à Quevilly, où se trouvait le fort des tubes.

— Et maintenant, dit-il, quand il fut arrivé au bout, que décidez-vous?

Contrairement à son habitude, M. Combarrieu se montra hésitant; il voulait réfléchir, s'éclairer, ne as prononcer qu'en connaissance de cause; et l'entretien en resta là.

Après le directeur il ne fit appeler personne et resta enfermé dans son cabinet. Au moment où la fermeture allait sonner Dantot arriva, et quand il apprit que le patron était à son bureau, il alla frapper à la porte.

— Je viens vous demander vos instructions avant de partir pour Quevilly.

— J'ai fermé de toi à Paris; provisoirement tu ne partiras donc pas.

(A suivre.) HECTOR MALOT.